

APPEL POUR L'ARRÊT DES SUBVENTIONS À LA POLLUTION ET LA MISE EN PLACE D'UNE FISCALITÉ FRANÇAISE COHÉRENTE ET ÉCOLOGIQUE

Monsieur le Président de la République, mesdames et messieurs les parlementaires,
à l'heure où des solutions sont recherchées pour réduire le déficit public,
la France doit supprimer les nombreuses subventions nocives
pour l'environnement, qui vont à l'encontre du principe pollueur-payeur.

Pour les seules subventions à la consommation d'énergies fossiles, 6 milliards d'euros sont dépensés chaque année, principalement dans le secteur des transports ! Ces aides publiques (exonérations de taxe, TVA réduite, etc.) augmentent les émissions de gaz à effet de serre, la pollution de l'eau et de l'air, la consommation de ressources naturelles et nuisent à la biodiversité.

Les exemples sont nombreux :

- exonération de taxe intérieure sur l'énergie pour l'aviation (3,5 milliards d'euros dont 1,3 pour les vols intérieurs),
- taux réduit pour le fioul utilisé comme carburant (1 milliard d'euros),
- remboursement partiel de la taxe intérieure sur l'énergie aux transporteurs routiers (300 millions d'euros),
- défiscalisation partielle des agrocarburants (196 millions d'euros),
- TVA à taux réduit sur les engrais, avantages fiscaux au profit des usages fortement consommateurs de terres.

Au total, ces avantages concédés à la pollution représentent chaque année plusieurs milliards d'euros de dépenses pour l'État.

C'est pourquoi, nous, organisations de la société civile et économistes lançons cet appel aux pouvoirs publics pour :

- **Supprimer rapidement les niches fiscales** et autres aides

publiques néfastes pour l'environnement et les ressources naturelles ;

- **Mettre en place les outils fiscaux** qui nous permettront d'accompagner la nécessaire évolution des comportements et activités vers des modes moins consommateurs de ressources naturelles (notamment la contribution climat énergie et l'éco-redevance poids lourds).

Les crises environnementale, économique et sociale auxquelles nous sommes confrontés rendent plus que jamais nécessaire cette réorientation de notre fiscalité. L'argent récolté grâce à ces nouvelles mesures fiscales écologiques pourra notamment servir à financer la transition écologique tant attendue (rénovation des bâtiments, développement des transports en commun, etc.) dont les bénéfices dépasseront largement la sphère environnementale.

Pour éviter d'éventuels impacts sociaux négatifs, certaines de ces mesures devront être assorties de mécanismes de redistribution afin de permettre la transition pour les catégories les plus modestes et les secteurs économiques les plus fragiles.

Le rôle des pouvoirs publics n'est pas d'enfermer les citoyens et les entreprises dans un modèle sans lendemain mais d'accompagner les transformations économiques et sociales et les transitions professionnelles qui sont aujourd'hui incontournables.

STOP AUX SUBVENTIONS A LA POLLUTION ! JE SIGNE L'APPEL

→ www.stopsubventionspollution.fr

réseau
action
climat

FONDATION
NICOLAS
HULOT
POUR LA NATURE
ET L'HOMME

